



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2023326-0003

de mise en demeure de la société DOSSOT Frères située sur le territoire de la commune de
CHERVEY

La préfète de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier les articles L. 511-1 à L. 515-6 ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013002-0002 du 2 janvier 2013 autorisant l'exploitation de la carrière de la société DOSSOT Frères à CHERVEY ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2023108-0002 du 18 avril 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU la délibération du conseil municipal de CHERVEY du 8 décembre 2021 autorisant l'entreprise DOSSOT Frères à aménager le chemin rural dit de Val Buzin et à créer un accès sur la parcelle E1484 pour accéder à la carrière ;

VU le porter à connaissance portant demande de prolongation et de modification d'exploitation déposé en octobre 2022 par la société DOSSOT Frères qui détient la carrière ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées relatif à cette demande de prolongation et de modification d'exploitation du 5 décembre 2022 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 17 octobre 2023 relatif à la visite d'inspection du 18 juillet 2023 ;

VU le courrier du 25 octobre 2023 avec accusé de réception du 30 octobre 2023, transmettant le rapport susvisé du 17 octobre 2023, auquel est annexé le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, à l'exploitant et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;

VU les remarques de l'exploitant par courrier du 6 novembre 2023 ;

CONSIDERANT que la carrière de la société DOSSOT Frères de CHERVEY est autorisée depuis 2013 pour une durée de 12 ans et fait l'objet d'une demande de prolongation de 5 ans ;

CONSIDERANT que l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 janvier 2013 prescrit pour le site : « *L'exploitation est conduite par gradins successifs de 5 mètres de hauteur maximale* » ;

CONSIDERANT que l'article 11.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières prescrit : « *À moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R512-31 du code de l'environnement* » ;

CONSIDERANT que l'exploitation de la carrière de CHERVEY présente une non-conformité de la hauteur des fronts de taille, excédant les 5 mètres réglementaires ;

CONSIDERANT que l'exploitant s'est engagé à abaisser les fronts de taille à la hauteur réglementaire de 5 mètres pour avril 2024 ;

CONSIDERANT que le nouvel accès créé en dehors du périmètre d'autorisation, mais connexe à la carrière, forme de part et d'autre des gradins d'une vingtaine de mètres de hauteur ;

CONSIDERANT que l'article 5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 janvier 2013 prescrit pour le site : « *Avant le début d'exploitation, l'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.* » ;

CONSIDERANT que la hauteur des gradins formant le chemin d'accès peu présenter un risque pour les usagers ;

CONSIDERANT que l'article 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 janvier 2013 prescrit pour le site : « *Préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1, l'exploitant est tenu de placer :*

- 1) les bornes [ABCD...] matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation PA tel que figurant sur le plan joint en annexe au présent arrêté,*
- 2) Un piquetage [1,2,3..] matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'extraction PE tel que figurant sur le plan joint en annexe au présent arrêté,*
- 3) 3 bornes de nivellement permettant le contrôle des côtes NGF prescrites ci-après.*

L'exploitant s'assure du maintien en place de l'ensemble de ces bornes et assure si nécessaire leur réimplantation, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site..» ;

CONSIDERANT que les bornes de nivellement n'étaient pas mises en place sur le site lors de la visite d'inspection du 18 juillet 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : OBJET

La société DOSSOT Frères, dont le siège social est 17 rue du Pilon, 10260 VIREY-SOUS-BAR, est mise en demeure pour la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CHERVEY (10110) de respecter, à compter de la notification du présent arrêté :

- sous un délai de **3 mois** :
 - l'article 4 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 2 janvier 2013 relatif à la mise en place de bornes de nivellement ;
- sous un délai de **12 mois** :
 - l'article 1 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 2 janvier 2013 relatif aux conditions d'exploitation et notamment à la hauteur maximale des fronts de taille ;
- sous un délai de **18 mois** :
 - l'article 5 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 2 janvier 2013 relatif à la mise en sécurité de l'accès à la voirie publique ;

La société DOSSOT Frères est appelée à transmettre les éléments justificatifs de la sécurité de la voie d'accès à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article premier du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société DOSSOT Frères.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Troyes, le **22 NOV. 2023**

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,

Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, soit par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX) soit par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.